

# La Tribune

QUOTIDIEN ■ JEUDI 31 AOÛT 1995

DESFOSSÉS

N° 24.465 - 730 ■ 7,00 F

FRANÇOIS HENROT REMPLACE MARCEL ROULET À LA TÊTE DE FRANCE TÉLÉCOM

## Télécoms : l'Etat prépare la fin du monopole

■ François Henrot, président de la Compagnie Bancaire, s'est finalement laissé convaincre de transformer France Télécom.

■ Le gouvernement présentera une loi d'ouverture à la concurrence au printemps 1996.

FRANÇOIS FILLON, ministre des Technologies de l'information et de la Poste, a obtenu gain de cause : Marcel Roulet, président de France Télécom, va partir. Alain Juppé a nommé à sa place François Henrot, actuellement président du directoire de la Compagnie Bancaire. Sa mission : renouer le dialogue, préparer un projet d'entreprise mobilisateur et, *in fine*, obtenir le changement de statut de l'opérateur avant 1998, date retenue pour l'ouverture totale du marché européen. En attendant, la nouvelle réglementation française des télécoms pour l'après-1998 sera présentée au Parlement avant avril 1996. Pages 2 et 3

### France Télécom : le chiffre d'affaires

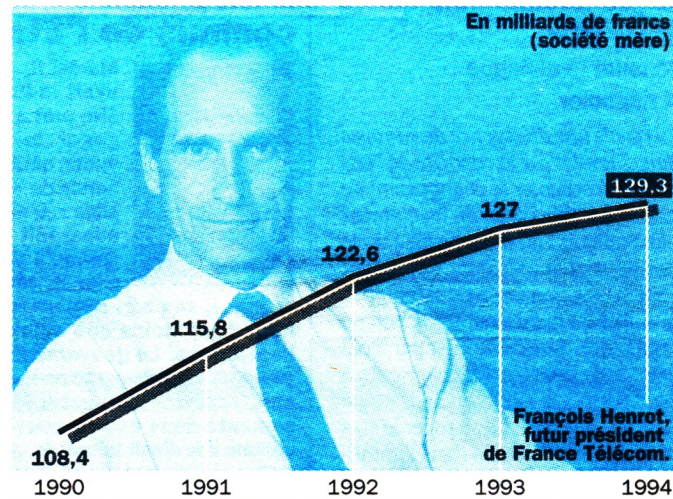


Photo : DR

Desfossés



# France Télécom : François Henrot

- La réforme du statut de l'entreprise est inéluctable, mais pas prévue dans l'immédiat.
- La nouvelle réglementation des télécommunications en France sera votée au Parlement avant avril 1996.
- François Fillon a assuré qu'il n'était pas question de supprimer le statut des fonctionnaires.

DEPUIS HIER après-midi, Marcel Roulet n'est plus président de France Télécom. Après huit années passées à la tête de l'opérateur national de télécommunications, il a appris, et ce avant même d'avoir présenté sa démission à François Fillon, le ministre des Technologies de l'Information et de La Poste, que sur proposition de ce dernier, Alain Juppé venait de nommer à sa place François Henrot, l'actuel président du directoire de la Compagnie Bancaire. Compte tenu des délais légaux (convocation du conseil d'administration, publication des décrets ...), ce n'est que lors du Conseil des ministres du 13 septembre que la nomination de François Henrot devrait être officialisée.

Et de préciser le calendrier suivant : la nouvelle réglementation des télécoms (qui déterminera notamment le financement du service universel, l'octroi des licences d'opérateurs, le type d'instance de régula-

## Le départ d'un grand commis de l'Etat

**Renouer le dialogue et négocier**

« J'avais une divergence de vue avec Marcel Roulet sur la capacité de l'entreprise à accepter le changement de statut », a indiqué hier en fin d'après-midi François Fillon pour expliquer le changement de président. Reprenant le même discours que celui tenu à la mi-juillet quand il avait déjà cherché à remplacer Marcel Roulet par Noël Forgeard, le patron de Matra Défense, François Fillon a précisé qu'il n'est pas question de changer le statut de France Télécom dans l'immédiat, alors que Marcel Roulet est partisan d'une réforme immédiate. « Je considère que le changement de statut doit s'inscrire dans une dynamique de réformes sur la base du projet d'entreprise mobilisateur que définira le futur président », a-t-il ainsi

Marcel Roulet avait indiqué être prêt à engager la réforme, quitte à servir de « fusible ». Il avait aussi fait savoir qu'il était prêt à céder sa place, son sort personnel lui important moins que celui de l'entreprise. Le gouvernement ayant choisi de le « griller » sans plus attendre, ce Savoyard de soixante-deux ans va pouvoir, comme il le disait lui-même, aller tailler ses rosiers. Reste que ce grand commis de l'Etat, personnalité reconnue en interne, nourra malgré tout le regret ne pas avoir pu parachéver le mouvement de réformes engagé depuis cinq ans.

## François Henrot : souple dans la forme, tenace sur le fond

- Le président de la Compagnie Bancaire a fait un parcours sans faute
- Il a porté en son temps le Minitel sur les fonts baptismaux ■ Ce passionné de nouvelles technologies revient là où il a fait ses premiers pas.

RETOUR AUX SOURCES. A l'âge de quarante-six ans, François Henrot, président de la Compagnie Bancaire, troque son fauteuil de banquier pour celui du président de France Télécom. Un milieu qu'il a bien connu. Nommé auditeur au Conseil d'Etat à sa sortie de l'ENA en 1975, il participe à la réforme du financement du logement jusqu'en 1978. Séduit par le personnage, Gérard Théry, le tout puissant patron de la direction générale des Télécommunications, lui propose une tâche difficile : concevoir, développer et commercialiser le programme Minitel. François Henrot, passionné par les nouvelles technologies, se prend au jeu et relève le défi. Et c'est une réussite. Mais la lourdeur de l'administration finit par peser à François Henrot.

En 1984, son désaccord sur la politique tarifaire des communications téléphoniques décidée

par le gouvernement consacre le divorce. Une autre rencontre, celle avec André Levy-Lang, président de la Compagnie Bancaire, va donner une nouvelle impulsion à sa carrière. La filiale de Paribas aux multiples facettes veut se développer dans la banque sans guichet. François Henrot et son passé professionnel éclectique apparaît comme une recrue idéale. Depuis son arrivée à la Compagnie Bancaire voici dix ans, il a fait un parcours sans faute un peu comme ceux qui, dès leur entrée à l'école primaire, restent les éternelles têtes de classe. Nommé à l'origine directeur de la planification et du développement, il gravit tous les échelons pour



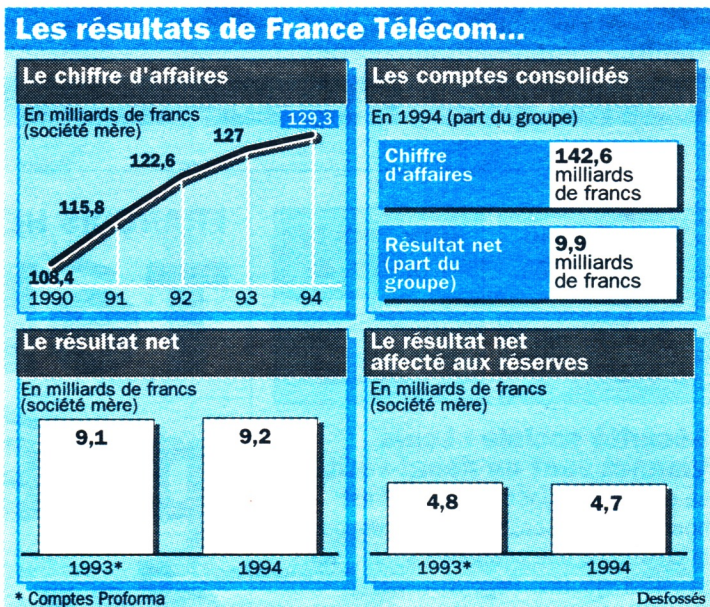
François Henrot.

accéder à la présidence de la Compagnie Bancaire en 1993. Depuis un certain temps, il était considéré comme le dauphin d'André Levy-Lang, le patron de Paribas. Belle mécanique intellectuelle, François Henrot est un homme qui aime se battre. Il n'a jamais baissé les bras pendant les années noires que la Compagnie Bancaire a connu avec l'UCB. Courtois, il sait parfaitement séduire ses interlocuteurs en usant de son charme. Mais il se montre d'une extrême ténacité pour défendre ses idées.

Le nouveau challenge qui l'attend est difficile. A lui de démontrer qu'il peut remporter chez France Télécom le même succès que précédemment. En attendant son départ, on se demande à la Compagnie Bancaire qui va lui succéder.

DOMINIQUE MARIETTE

(Lire également en page 28)



## ... et les autres grands opérateurs téléphoniques européens

Chiffres 1994

Italie

chiffre d'affaires  
**21,4 mds \$**  
**136.184**  
salariés\*

Privatisation cet automne sous forme d'OPV (peut-être avec un noyau dur).

chiffre d'affaires  
**18 mds \$**  
**101.338**  
salariés\*

Principale filiale de la STET. Va prochainement ouvrir le capital de sa filiale mobiles, la TIM.

Allemagne

chiffre d'affaires  
**37,7 mds \$**  
**225.000**  
salariés

25 % du capital vendu à la mi-1996. Seconde tranche de 25 % entre 1997 et 1998.

Royaume-Uni

chiffre d'affaires  
**20,6 mds \$**  
**156.000**  
salariés

Privatisée depuis 1984. La dernière tranche a été mise sur le marché en 1993.

Espagne

chiffre d'affaires  
**11,8 mds \$**  
**72.207**  
salariés

Société privée. La part de l'Etat est passée cette année de 32 à 20 % (OPV).

Pays-Bas

chiffre d'affaires  
**9,8 mds \$**  
**92.787**  
salariés

30 % vendus en 1993. Une deuxième tranche est annoncée pour la fin de l'année.

Suède

chiffre d'affaires  
**4,8 mds \$**  
**32.593**  
salariés

Ouverture du capital prévue en 1996.

\* Chiffres 1993

JS

# chargé d'une réforme à risques

## Changement de statut : les salariés sur le qui-vive

- François Henrot aura pour première mission de renouer le dialogue social
- Les salariés craignent que la déréglementation ne conduise à une remise en cause de leur statut.

LA PRIORITÉ de François Henrot sera certainement de rassurer ses « troupes ». Les 155.000 salariés de la société, dont la faculté de mobilisation a été démontrée par le passé, ont déjà fait frémir plus d'un responsable politique. Que le volet social soit mal engagé et la base pourrait bien venir fragiliser le nouvel homme fort de France Télécom qui aura alors du mal à faire l'économie d'un véritable bras de fer avec les syndicats. Inquiet de l'ouverture programmée pour 1998 de l'ensemble des marchés du téléphone à une concurrence totale et de ce qu'elle peut impliquer comme remise en cause du service public, le personnel de l'opérateur public redoute de faire les frais d'un changement de statut rendu inéluctable : l'Etat est à la recherche d'argent frais - même s'il n'est pas dit que la privatisation partielle en rapportera -, France Télécom a besoin de consolider ses alliances internationales en ouvrant, ne serait-ce que partiellement, son capital, et enfin, sur la scène internationale, l'opérateur français au statut encore public fait figure d'exception.

### Un dossier socialement explosif

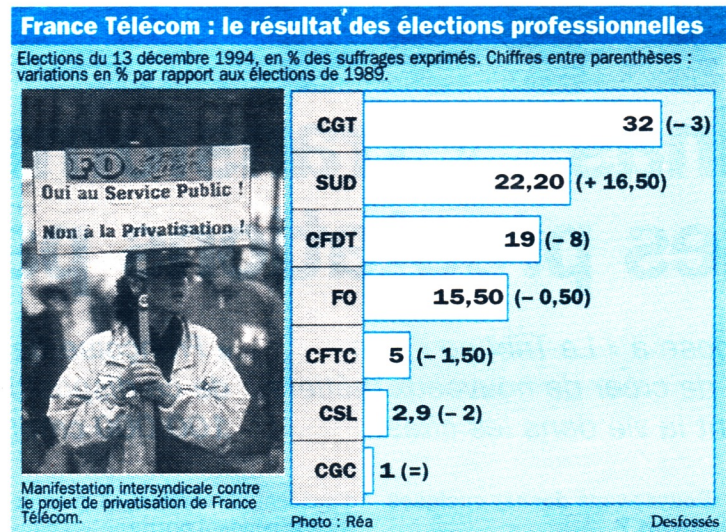
Depuis, le dossier France Télécom n'a cessé de se compliquer. En juin 1993, la Commission européenne venait bousculer l'opérateur français en prenant la décision de déréglementer totalement, au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 1998, le secteur des télécommunications au sein de l'Union européenne. A cette date, France Télécom ne jouira plus du moindre monopole et devra affronter des concurrents qui s'attaqueront en priorité aux segments les plus profitables du marché.

Dès 1993, Gérard Longuet, alors ministre de tutelle, tentera de transformer France Télécom en société

anonyme afin de mieux préparer l'opérateur à la concurrence. Mais face à la manifestation monstre du 12 octobre 1993, qui mobilisera près de 100.000 personnes, le gouvernement capitule une première fois, à l'automne de 1994, avant de renvoyer au lendemain de l'élection présidentielle un dossier socialement explosif.

Avant même de connaître le nom du nouveau président de la République, les syndicats de France Télécom avaient choisi de faire étalage de leur détermination en programmant pour le 1<sup>er</sup> juin 1995 une grève d'avertissement. Le mot d'ordre du personnel est clair : « Non à la privatisation. Maintien du statut du personnel. » Les assurances du Conseil d'Etat qui en 1993 confirmait qu'une ouverture du capital de France Télécom n'était pas incompatible avec le maintien du statut de fonctionnaire n'ont pas suffi à convaincre le personnel qui redoute que le changement de statut ne s'accompagne d'une compression des effectifs.

DAVID BARROUX



## Les syndicats en ordre de bataille

- Les organisations syndicales ne sont pas loin de parler de déclaration de guerre
- Dans les semaines qui viennent, la mobilisation va s'organiser
- Contre la privatisation de France Télécom.

À ÉCOUTER les réactions syndicales, l'annonce du gouvernement ne constitue pas encore une « déclaration de guerre », mais tient clairement du « passage en force ». « Ce n'est pas une déclaration de guerre dans la mesure où aucun calendrier quant à la réforme du statut n'est communiqué », souligne SUD. « Il n'y a aucune illusion à se faire : c'est un passage en force avec, même si ce n'est pas officiel, volonté de coupler réforme du statut et réforme de la réglementation », ajoute FO. La CFDT considère que s'achève « un mauvais feuillet d'été qui ne touche que les hommes mais pas la stratégie ».

La mobilisation syndicale s'annonce forte. « Le personnel est sur le pied de guerre et nous engageons les actions au premier signe », note la CFDT. « Il va y avoir un rapport de force très dur », relève FO qui réaffirme son refus d'une réforme. « Cela fragiliserait France Télécom, l'emploi et le service public ». En ce qui concerne l'emploi, l'engagement du maintien du statut de fonctionnaire ne trouve pas grâce aux yeux des syndicats. « Cela ne réduit pas les inéquités », relève la CFTC.

« Qui peut croire que des fonctionnaires resteront durablement dans une société anonyme ?

PH. L. C.

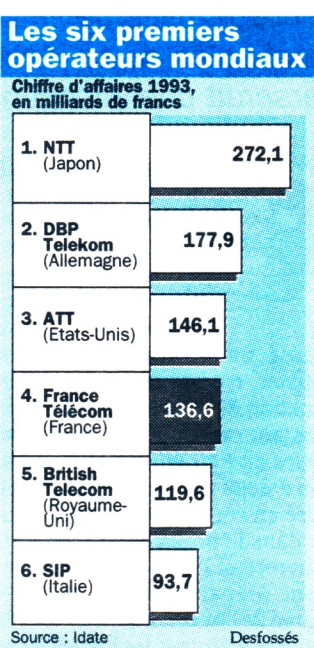
## A l'assaut du marché mondial des télécoms

A peine nommé à la tête de France Télécom, François Henrot va devoir se plonger dans la stratégie d'internationalisation entreprise sous la présidence de Marcel Roulet. Concurrencé dans son propre pré-carré national, le groupe français a décidé de dégager de nouvelles sources de revenus en partant à l'assaut des segments de marchés les plus profitables sur les marchés étrangers.

A côté des investissements à l'étranger (comme en Suède) et des prises de participation (Argentine, Mexique), France Télécom a cherché à nouer des alliances avec des poids lourds des télécommunications. L'objectif est clair : devenir un opérateur européen de stature internationale.

C'est ainsi que France Télécom a décidé de nouer une alliance avec son homologue allemand Deutsche Telekom. Baptisé Atlas, ce projet de société commune dans les services de téléphonie destinés aux entreprises est aujourd'hui examiné de près par la Commission européenne. Bruxelles redoute que cette alliance ne réduise la concurrence sur la scène européenne et attend des opérateurs qu'ils présentent, avant le 15 septembre, une version modifiée de leur projet.

Outre un urgent voyage à



Bruxelles, le nouveau président doit aussi se préparer à traverser l'Atlantique. Il faudra rassurer l'opérateur longue distance Sprint qui s'est allié au couple franco-allemand, et qui supporte mal de voir son partenaire français sujet aux crises à répétition. Le trio franco-germano-américain devra prendre le temps de convaincre les autorités de régulation américaines que leur alliance n'est pas anticompetitive.

D.B.

## L'opérateur français teste la concurrence en Suède

Pour la première fois de son histoire, France Télécom a décidé d'investir dans la construction d'un réseau de téléphonie filaire à l'étranger. Et c'est dans la libérale Suède, où la société privée Tele 2 (contrôlée par Kinnevik et Câble & Wireless) concurrence déjà l'opérateur national Tella sur les télécommunications terrestres que le français a décidé de faire ses premiers pas.

C'est 1 milliard de couronnes (environ 650 millions de francs) que France Télécom va, par l'intermédiaire de sa filiale FCR (France Cables et Radio), investir pour équiper les trois grandes villes du pays - Stockholm, Göteborg, Malmö - d'un réseau propre. Le réseau, qui sera destiné aux entreprises et aux administrations, devrait entrer en service l'an prochain.

France Télécom a également annoncé son intention de se porter candidat à l'octroi d'une licence de téléphonie cellulaire urbaine. Il devrait en outre annoncer son association avec Europolitan, le plus petit des trois opérateurs du GSM en Suède. France Télécom pourra prochainement offrir à ses clients suédois une gamme complète de services de télé-

communications », explique Alain Profit, PDG de FCR.

Ces grandes manœuvres n'interviennent pas au hasard : c'est demain que les industriels des télécoms implantés en Suède devront rendre à Statel la délégation chargée de la coordination des télécommunications publiques, leurs offres concernant les services de téléphonie vocale des services publics. Un marché de plusieurs milliards de couronnes et pour lequel Statel s'est montré exigeant : il espère pouvoir trouver des prestataires capables d'agir sur tous les réseaux.

Or plusieurs flèches manquaient encore à l'arc de France Télécom implanté en Suède depuis 1992. Désormais, il ambitionne de devenir un véritable « opérateur alternatif », même si, précise Marc Dandelot, PDG de Cogecom (holding de FCR), « nous nous contenterons d'une modeste part du gâteau ». N'empêche : la Suède, avec sa quinzaine d'opérateurs privés spécialisés, est un excellent terrain d'expérimentation, deux ans avant la déréglementation du marché européen des télécommunications.

CATHERINE BERNARD À STOCKHOLM